

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2157

Edition du
13 mars 2017

DANS CE NUMÉRO

La politique agricole à toutes les sauces (Jean-Daniel Delley)

Dépasser le débat sur le contre-projet à l'initiative de l'Union suisse des paysans

Rasa: proposer enfin un vrai contre-projet à l'initiative «contre l'immigration de masse» (Andreas Auer)

Pour rattraper l'occasion manquée avant le vote de 2014

Inflation: le retour? (Jean-Pierre Ghelfi)

Si la croissance repart enfin, la BNS reste sur le front

Le rôle des crises financières dans la montée des populismes (Virgile Perret)

L'analyse historique est passionnante et montre que d'autres facteurs interviennent également

Expresso

Les brèves de DP, publiées dans le Kiosque sur le site

La politique agricole à toutes les sauces

Dépasser le débat sur le contre-projet à l'initiative de l'Union suisse des paysans

Jean-Daniel Delley - 13 mars 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31186>

Des heures durant, le Parlement fédéral a débattu de la sécurité et de la souveraineté alimentaires. Résultat: un nouvel article constitutionnel qui n'apporte strictement rien de nouveau par rapport au droit en vigueur. Il s'est bien gardé par contre d'aborder les vrais problèmes d'une agriculture helvétique écologiquement non durable et largement dépendante des intrants importés.

Rappel. En adoptant en 2013 la [Politique agricole 2014-2017](#) (PA 14-17), les Chambres fédérales ont mis fin aux paiements directs par tête de bétail et par hectare au profit d'une aide financière – plus de 3 milliards par année – favorisant la qualité de la production, du paysage et la protection de l'environnement.

Ce virage a déplu à l'Union suisse des paysans (USP). Mais, craignant un échec devant le peuple, l'USP a renoncé à dégainer l'arme référendaire. Elle a préféré lancer une initiative populaire [«pour la sécurité alimentaire»](#). Ce texte ne faisait que reprendre les dispositions constitutionnelles guidant la politique agricole actuelle. En réalité, l'USP se devait de manifester sa présence face à des troupes ébranlées par la PA 14-17 ([DP 2085](#)).

Le Conseil des Etats a cru bon d'élaborer [un contre-projet](#), peut-être pour permettre à l'USP de sauver la face car le succès de son initiative dans les urnes n'était pas garanti. Peut-être également pour donner une réponse anticipée à deux autres initiatives populaires labourant le même terrain: l'initiative [«pour des aliments équitables»](#) et l'initiative [«pour la souveraineté alimentaire»](#). Ce contre-projet couvre un vaste champ, de la préservation des exploitations agricoles et des terres à l'utilisation efficiente des ressources naturelles, en passant par la facilitation des importations, compléments indispensables à la sécurité alimentaire et à une production répondant aux exigences du marché.

Innovant, ce vaste programme? Pas le moins du monde. Il fallait voir le conseiller fédéral Schneider-Ammann répondant à un feu nourri de questions portant sur d'éventuelles réglementations supplémentaires, sur des charges nouvelles pour les paysans ou encore sur des coûts additionnels pour le budget fédéral. Et le magistrat de garantir, à la grande satisfaction des interpellants, que rien ne changerait. Dès lors ce texte constitutionnel fut adopté à une écrasante majorité, les agriculteurs, les

écologistes et les libéraux y trouvant chacun quelque satisfaction symbolique.

Souveraineté et sécurité alimentaires, excellence et qualité d'une production agricole de proximité, développement durable. Derrière ces qualifications autosatisfaites qui ont émaillé les débats parlementaires se cache une réalité beaucoup moins glorieuse. Le récent [constat](#) établi par le Conseil fédéral sur l'impact environnemental de l'agriculture n'est guère réjouissant.

L'agriculture intensive pratiquée en Suisse contribue à une diminution drastique de la biodiversité et à la pollution des eaux et des sols. Cette production est largement [dépendante](#) des importations: 71% des aliments pour la volaille proviennent de l'étranger, 55% pour les porcs et le bétail. Au total, ces importations nécessitent plus de 200'000 hectares de cultures, souvent conquis sur la forêt tropicale, équivalant aux deux tiers des surfaces cultivées en Suisse.

Même dépendance pour ce qui est par exemple des cultures maraîchères. Le slogan publicitaire *«Proche de chez vous»* élude l'apport massif de pétrole nécessaire pour produire ici des salades et des

tomates en hiver. Alors que les mêmes produits importés du sud de l'Europe exigent quatre fois moins d'énergie fossile, transport compris. [Rudolf Strahm](#) ne manque pas de relever que ces importations – d'ailleurs massivement faites par Coop et Migros qui n'en poursuivent pas moins leurs programmes de coûteuse proximité régionale – éviteraient de faire venir une main-d'œuvre bon marché, du Portugal et de Pologne principalement.

En clair, l'agriculture helvétique produit trop, beaucoup trop par rapport aux bases naturelles disponibles. Ce faisant, ce sont ces bases mêmes qu'à terme elle met en péril.

L'UDC «*qualité suisse*», si soucieuse de défendre l'indépendance et l'intégrité de la patrie, ne semble guère préoccupée par cette menace. Pour garantir la sécurité alimentaire du pays, il suffit d'appliquer à la lettre son initiative sur l'immigration, a proposé sans rire le Zougois

[Thomas Aeschi](#).

Il faudra donc attendre encore pour que s'ouvre le véritable débat sur une agriculture durable, c'est-à-dire adaptée au terrain, à l'écosystème dans lequel elle s'exerce, comme l'explique l'agronome [Hans-Rudolf Herren](#), pionnier mondialement reconnu de l'agroécologie, cette approche qui privilégie la gestion des systèmes naturels plutôt que leur exploitation.

Rasa: proposer enfin un vrai contre-projet à l'initiative «contre l'immigration de masse»

Pour rattraper l'occasion manquée avant le vote de 2014

Andreas Auer - 09 mars 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31159>

Le 9 février 2014, à la surprise générale, une courte majorité de 50,3% des votants ainsi que de 12 cantons et 5 demi-cantons ont accepté l'initiative «*contre l'immigration de masse*», lancée en 2011 par l'UDC.

La Constitution fédérale comporte depuis lors un [article 121a](#) stipulant que la Suisse règle l'immigration de façon autonome, au moyen notamment de contingents, de plafonds annuels et de la préférence suisse (dans la version allemande) du moins nationale (dans les versions française et italienne).

Ces exigences que le Parlement, ou à défaut le Conseil fédéral, devait mettre en œuvre dans un délai de trois ans, sont incompatibles avec l'Accord sur la libre circulation des personnes de 1999 (ALCP), accepté à quatre reprises par le peuple.

Dans l'impasse depuis trois ans

Depuis cette date fatidique, la Suisse se trouve dans une impasse dont elle n'a pas réussi, à ce jour, à sortir: refus répété de l'Union européenne d'engager des négociations pour adapter l'ALCP, comme

l'exige la disposition constitutionnelle transitoire également acceptée le 9 février 2014; menace du [Tribunal fédéral](#) en 2015 de ne pas pouvoir appliquer une loi qui mettrait en œuvre l'article 121a de façon non conforme à l'ALCP; refus du Parlement en décembre 2016 de remplir son mandat en se contentant d'adopter une [loi](#) anodine instituant une «*préférence nationale light*»; l'UDC dénonce un coup d'Etat constitutionnel tout en refusant de lancer le référendum contre la loi; incapacité du Conseil fédéral, trop divisé sur la question, d'assumer son rôle

d'«*autorité directoriale et exécutive suprême de la Confédération*» ([art. 174 Cst.féd.](#)).

Il en résulte une insécurité juridique qui affecte gravement l'économie, la société et la crédibilité internationale du pays.

L'initiative Rasa (*Raus aus der Sackgasse*, en français sortir de l'impasse) a été lancée en octobre 2014 par un groupe de citoyens convaincus que l'article 121a de la Constitution est incompatible avec les accords bilatéraux et que le vote du 9 février n'avait pas posé clairement l'alternative, pourtant incontournable, entre les contingents et l'ALCP. Elle demande l'abrogation pure et simple des dispositions introduites en 2014, mais a d'emblée été conçue comme un plan B ultime, pour le cas où le Parlement et l'UE ne parviendraient pas à trouver une autre solution satisfaisante pour les deux parties.

Une initiative accueillie froidement

L'initiative Rasa a été mal accueillie tant par les partis que par les autorités. On lui reprochait de ne pas respecter le résultat du vote du 9 février 2014 et ainsi d'être anti-démocratique ([DP 2062](#)). On la considérait comme trop radicale, voire extrémiste et même dangereuse, car le peuple ne manquerait pas de confirmer son vote de 2014 à une majorité cette fois claire. Et l'on doutait ouvertement, en se frottant les mains en

cache, de la capacité de ce groupe d'amateurs en politique, mené par deux «*Professörli*» ([Christoph Blocher](#)), de récolter dans le délai les signatures.

Le reproche du caractère antidémocratique de Rasa tombe franchement à plat. Alors que les autorités, étant tenues de respecter le résultat d'un vote populaire, n'auraient guère pu proposer qu'il soit répété à si brève échéance, le peuple peut toujours et librement remettre en question ses propres décisions: c'est l'essence même de la souveraineté populaire. Que l'on ose reprocher à une initiative populaire, qui a abouti, d'être antidémocratique est un comble.

Quant à l'extrémisme, il se situe bien plutôt du côté des auteurs de l'initiative de l'UDC, qui osaient rompre avec la tradition séculaire d'ouverture de la Constitution fédérale sur le monde extérieur. Et la crainte d'un nouveau vote plus ou moins massif en faveur des contingents fait preuve d'un fatalisme de mauvais aloi, tant il est vrai qu'elle se fonde sur un pronostic qui, en démocratie directe, est toujours aléatoire et fragile.

Enfin et surtout, le groupe Rasa a réussi, en neuf mois, à faire signer son initiative par quelque 110'000 citoyens, faisant ainsi aboutir l'initiative populaire la plus courte jamais lancée. En cas de succès, il n'en resterait pas la moindre trace dans la Constitution fédérale, si ce n'est une note de

bas de page dans le Recueil systématique.

Les propositions timorées du Conseil fédéral

Après son aboutissement, Rasa a gagné une deuxième bataille, à savoir la décision du Conseil fédéral, en octobre 2016, de proposer aux Chambres un contre-projet direct à son initiative. Curieusement, cette annonce n'a pas été motivée par le souci d'éliminer la contradiction manifeste entre l'article 121a de la Constitution et l'ALCP, mais par celui, plus fictif que réel, d'aligner cet article sur la «*préférence nationale light*» consacrée par la loi du 16 décembre 2016.

Les [deux variantes](#) mises en consultation par le Conseil fédéral le 1er février de cette année traduisent fidèlement cette approche timorée et réductrice. La première propose de compléter l'article 121a, en précisant que sa mise en application doit «*tenir compte des accords internationaux de grande portée pour la position de la Suisse en Europe*», et de supprimer les dispositions transitoires. La seconde se contente de supprimer toute référence au délai de trois ans pour la mise en œuvre.

Les deux laissent subsister les contingents, plafonds annuels et autre préférence nationale qui ancrent dans la Constitution elle-même la contradiction entre le droit national et le droit international. Il n'est dès lors pas surprenant qu'elles aient

été fort mal accueillies par tous les partis: on dirait même que tel a été leur but inavoué.

Les conditions d'un retrait de Rasa

L'initiative Rasa a toujours été conçue comme un plan B, au cas où le Parlement ne parviendrait pas à élaborer un contre-projet digne de ce nom. Mais le retrait de l'initiative n'est envisageable qu'à trois conditions. En premier lieu, le contre-projet direct doit éliminer la contradiction entre l'article 121a et les accords bilatéraux. Il faut ensuite que la sécurité de droit soit rétablie. Enfin l'alternative proposée doit présenter davantage de chances de passer que l'initiative Rasa.

Il saute aux yeux que les variantes du Conseil fédéral ne remplissent aucune de ces conditions.

La balle est donc dans le camp du Conseil fédéral et surtout du Parlement. Il leur appartient de proposer et d'adopter un véritable contre-projet. Un certain nombre de propositions sont actuellement en discussion, notamment celles des [Vert'libéraux](#) et des [Verts](#), qui valent bien mieux que les variantes gouvernementales. Plusieurs groupements et associations sont en train de se coordonner pour évaluer la possibilité d'une action commune allant dans ce sens.

Un contre-projet véritable à Rasa constitue, en fait et en

droit, un contre-projet tardif à l'initiative contre l'immigration de masse. En d'autres termes, Rasa permet aux autorités de rattraper ce qu'elles ont négligé de faire lors du débat parlementaire sur l'initiative de l'UDC, en 2013, avec les conséquences dramatiques que l'on sait. Car, rétrospectivement, on ne peut s'empêcher de penser que l'initiative de l'UDC ne serait jamais passée si un contre-projet direct lui avait été opposé.

Néanmoins, pour ses auteurs unanimes, l'initiative Rasa reste le moyen le plus simple, le plus clair et le plus efficace de sortir de l'impasse dans laquelle la Suisse s'enfoncé depuis le 9 février 2014.

Inflation: le retour?

Si la croissance repart enfin, la BNS reste sur le front

Jean-Pierre Ghelfi - 07 mars 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31153>

La conjoncture économique paraît s'améliorer dans la plupart des grands pays développés. En Suisse aussi. Les centaines de milliards de francs «*imprimés*» pour contrer la spéculation à la hausse sur le franc viendront-ils inonder les marchés et créer de fortes tensions inflationnistes?

Nous venons de vivre une période économique qui figurera plus tard dans les manuels. En mai 2007, l'indice

suisse des prix à la consommation (IPC) passait la barre des 100 points. Dix ans plus tard, en janvier de cette année, il s'établissait à nouveau à 100. Entre-temps, il avait d'abord très modestement augmenté pour toucher 103,6 en mai 2011. Il s'était ensuite orienté à la baisse pour atteindre 99,6 en janvier de l'année dernière.

Dix ans donc avec une inflation zéro. Ce constat est étrange

pour des personnes qui ont connu des périodes où les prix enregistraient des hausses annuelles consécutives de plusieurs pour cent! En prenant davantage de recul, on voit que l'IPC de base 100 en septembre 1966 se situe présentement à 325. Sur un demi-siècle, les prix ont ainsi un peu plus que triplé. Cette majoration est faible en comparaison internationale, mais néanmoins importante en regard de la période récente

évoquée plus haut.

La stagnation actuelle des prix est évidemment la conséquence de la crise de 2007/2008 (crises des *subprimes*), qui a été profonde et a duré longtemps. A tel point d'ailleurs qu'on a vu fleurir nombre de commentaires et d'analyses qui, plutôt que d'y voir les effets quasi obligés d'une réelle dépression conjoncturelle un tant soit peu analogue à celle des années 30, avançaient de nouvelles hypothèses.

[On évoquait](#) le fait que le monde occidental, vieillissant, était entré dans une période de «*stagnation séculaire*» (tout de suite les grands mots!) caractérisée par une croissance économique anémique, par un chômage important et incompressible ainsi donc que par des prix durablement stables. Un tel pessimisme ne pouvait que nous annoncer des lendemains plutôt sombres.

Business as usual

Comme souvent en pareille situation, c'est au moment où l'on croit que tout va aller de mal en pis que la roue tourne. Depuis l'année dernière, la conjoncture s'est progressivement améliorée dans plusieurs pays développés. Les prix de certaines matières premières, à commencer par le pétrole, sont repartis à la hausse. Plus généralement, les indices des prix se sont redressés. Ils approchent les 2% de hausse annuelle aux Etats-Unis. En Allemagne, ils ont franchi cette limite (2,2%) pour la première

fois depuis plus de quatre ans.

Plusieurs médias ont relevé à la fin de la semaine dernière que l'inflation dans la zone euro avait atteint 2% en février. Soit le taux considéré par les banques centrales comme le signe d'une conjoncture revenant à la normale - on va pouvoir renouer avec le *business as usual*. Conséquence prévisible: les banques centrales vont procéder au relèvement des taux d'intérêt. Celle des Etats-Unis, la Fed, l'a d'ailleurs fait récemment, en laissant entendre que d'autres majorations sont prévues.

Avec un certain décalage, la Banque centrale européenne (BCE) s'y mettra aussi, peut-être plus rapidement qu'on ne le croit. Le dernier bulletin conjoncturel du KOF ([mars](#)) paraît d'ailleurs le suggérer, en écrivant: «*Pour la première fois depuis longtemps [en fait depuis 2007], la croissance économique dans la zone euro est plus forte que celle des Etats-Unis*» La fin des taux d'intérêt négatifs est programmée.

Quant aux textes relatifs à la «*stagnation séculaire*», leurs auteurs les ont réduits dans les tiroirs...

Sous le titre «*L'économie helvétique est en bonne forme*», le *Tages-Anzeiger* du 3 mars consacre presque deux pleines pages pour en montrer plusieurs aspects positifs. Chez nous aussi, le renchérissement a quitté la zone négative en augmentant de 0,4% de janvier 2006 à janvier 2007. Hausse

certes modeste, mais hausse tout de même, qui contraste avec les diminutions enregistrées dans les années 2009, 2012, 2013, 2015 et 2016.

Il faudra certainement faire encore preuve de patience pour approcher les +2% considérés chez nous aussi comme l'indice d'un retour à un fonctionnement normal de l'économie. La raison de ce retard helvétique continuera de résulter des pressions à la hausse sur le franc qui se font toujours sentir. Elles ne faibliront pas avant que la conjoncture ait retrouvé quelque vigueur chez nos principaux partenaires commerciaux et que notre monnaie ait cessé d'être considérée comme un havre de stabilité et de sécurité.

Prendre son souffle

Et qu'advient-il alors des centaines de milliards que la BNS a émis ces dernières années pour acquérir des devises dans le but de contrer la spéculation à la hausse sur notre monnaie? A cette interrogation, on peut répondre que notre banque centrale peut sans autre laisser les choses en l'état.

Même si les sommes en cause paraissent considérables à nos yeux de simples citoyennes et citoyens, elles ne sont, si l'on ose dire, que de l'argent dont la BNS a le monopole de l'émission. Ses achats de devises ont permis d'éviter que la crise de 2007/2008 ne prenne davantage d'ampleur et

ne cause de plus considérables préjudices. N'est-ce pas là l'essentiel?

Il n'en reste pas moins que ces substantielles masses d'argent aujourd'hui stockées dans des comptes à l'étranger pourront revenir sur les marchés dès le moment où la situation économique reprendra du vif. Le risque ne sera-t-il pas alors

qu'elles inondent les marchés? Dans ce cas, au lieu de conserver un paisible renchérissement de 2%, ne risque-t-on pas d'entrer dans une phase de forte inflation? Il y a là des risques réels.

Parviendrons-nous à les maîtriser? Ce seront de beaux défis à relever par nos autorités, BNS en tête. Mais

avant de vouloir à nouveau peindre l'avenir en noir alors que nous ne sommes pas encore vraiment sortis de la crise actuelle, on peut commencer par reprendre son souffle. Et se dire aussi que l'hypothèse d'une forte inflation n'est pas encore vraiment d'actualité. Et même que nous en sommes encore loin.

Le rôle des crises financières dans la montée des populismes

L'analyse historique est passionnante et montre que d'autres facteurs interviennent également

Virgile Perret - 12 mars 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31173>

Du Brexit à l'élection de Donald Trump en passant par la montée du Front national en France, la liste est longue d'événements venant accréditer l'idée selon laquelle la crise financière de 2007-2008 et ses multiples soubresauts sont au moins en partie responsables de la montée des populismes et de la tentation du repli national.

Si elle trouve désormais un certain écho dans l'opinion publique, la thèse d'un lien de cause à effet entre crise financière et populismes est-elle pour autant fondée?

Le vote pour l'extrême-droite augmente d'un tiers

Une [recherche récente](#), qui se distingue par son ambition scientifique, a analysé ce phénomène de manière

systématique dans 20 démocraties avancées entre 1870 et 2014, passant au peigne fin plus de 100 crises financières et 800 élections.

Les résultats sont d'une netteté accablante. Les crises financières augmentent en moyenne d'un tiers le vote pour l'extrême-droite, engendrent une fragmentation politique qui rend la gouvernance post-crise plus difficile et déclenchent différentes formes de contestation sociale dans les rues (grèves générales, manifestations).

Les récessions «normales», c'est-à-dire qui n'impliquent pas de crise financière, ne produisent pas de tels effets. Cette différence s'explique par le fait que les crises financières sont perçues comme un échec de la part d'élites politiques entretenant des liens de

collusion avec la finance.

Autre explication: les crises financières ont généralement des répercussions massives et spectaculaires (chômage, faillites) et impliquent des opérations de sauvetage des banques avec de l'argent public. Ces opérations sont financées par des réductions des dépenses publiques et des hausses d'impôts et sont par conséquent très impopulaires.

Un retour à la normale après 10 ans?

Mais l'étude comporte aussi un résultat qui se veut plus rassurant: les effets des crises financières s'estompent après 5 ans, et 10 ans plus tard la vie politique reprend son cours normal. Or, 10 ans après 2007, nous nageons toujours en pleine flambée de populismes

d'extrême-droite mais aussi dans une certaine mesure d'extrême-gauche. Comment cela se fait-il? Deux types d'explication sont possibles.

D'une part, outre l'intensité et la longueur de la crise, sa gestion en Europe - et en particulier l'échec des politiques d'austérité soutenues par tous les partis de gouvernement historiques - a provoqué une désaffection de l'électorat de ces partis vers de nouvelles forces politiques.

D'autre part, même si la crise financière joue un rôle important, elle ne constitue pas, à elle seule, une explication suffisante. D'autres facteurs, exogènes à la crise, favorisent la poussée des mouvements radicaux.

L'impact des politiques d'austérité

En Europe, les élites politiques ont opéré dès 2010 un tournant vers l'austérité dans la gestion de la crise, arguant qu'il s'agissait non pas d'une crise d'origine financière mais d'une «*crise des dettes souveraines*». Ce discours met l'accent sur la responsabilité des gouvernements nationaux dans la débâcle financière et non sur ses causes économiques et financières.

La crise a ainsi été présentée comme résultant d'une succession d'erreurs commises par de «*mauvais élèves*» de l'Europe. Cette manière de voir a profondément divisé l'Europe et suscité une [réaction politique divergente](#). Dans la

plupart des «*pays débiteurs*» (Grèce, Espagne, Italie, Portugal, Irlande, Chypre), les mesures d'austérité ont plutôt favorisé l'essor d'une extrême-gauche réclamant une solidarité européenne plus forte. Dans les «*pays créanciers*» (Allemagne, Autriche, Finlande, Pays-Bas, France, etc.), on a plutôt assisté à une poussée de l'extrême-droite refusant la solidarité européenne.

Cette dimension politique de la crise est importante pour comprendre la dynamique qui a porté la montée du populisme en Europe.

La mondialisation

Mais la montée en puissance des partis populistes s'explique par d'autres facteurs, non strictement financiers. En ouvrant les frontières, la mondialisation induit un sentiment de déstabilisation économique et un trouble identitaire dans certaines couches de la population, qui se traduisent par une aspiration au repli sur soi et une quête de réconfort dans une société homogène et protectionniste.

Sur le plan interne, les étrangers deviennent les boucs émissaires de tous les maux et les discours xénophobes prolifèrent sur la diabolisation de cette confortable victime expiatoire. Sur le plan externe, la crise des réfugiés et les attentats terroristes sont mis en avant pour légitimer la nécessité d'un retour des contrôles aux frontières

nationales. Le discours populiste s'abreuve également d'une critique de l'*establishment* qui cristallise [l'exaspération des citoyens](#) face aux scandales financiers, ainsi qu'aux affaires de corruption qui égrènent l'actualité. Superposés à la crise financière, ces facteurs constituent de puissants ressorts pour les partis populistes.

Et la Suisse?

Le cas de la Suisse inciterait plutôt à relativiser tout lien de cause à effet trop univoque entre crise financière et montée du populisme et à privilégier une analyse plus sensible à une pluralité de facteurs en interaction.

Davantage que l'impact socioéconomique de la crise, qui reste très modéré en Suisse, c'est peut-être le succès d'autres partis populistes européens qui a contribué à galvaniser encore davantage l'UDC, qui domine le paysage politique depuis 1999. Il est vrai que nous assistons ces dernières années à une multiplication des consultations populaires initiées par l'UDC qui, comme l'explique [François Cherix](#), joue un double jeu en étant à la fois un parti gouvernemental et une force démagogique et populiste qui dicte l'agenda politique du pays par des propositions irresponsables qu'elle parvient parfois à faire triompher. Cela a été le cas en particulier avec son initiative «*contre l'immigration de masse*», approuvée de justesse par le

corps électoral et les cantons le 9 février 2014.

Le discours de l'UDC est caractéristique de cette

nouvelle extrême-droite qui se développe en Europe dans le sillage de la crise, qui se nourrit d'une hostilité à l'égard de l'Union européenne et

capitalise sur les questions d'ordre migratoire. La crise n'en est pas la seule cause, mais elle joue plutôt un rôle d'amplificateur.

Expresso

Les brèves de DP, publiées dans le Kiosque sur le site

Client choyé à la BCV

Le directeur de la Banque cantonale vaudoise [explique](#) qu'il ne peut déceimment pas facturer des intérêts négatifs à ses clients. A quelques exceptions près: les clients institutionnels (un autre nom pour les caisses de pension) et une poignée d'autres. Parmi eux l'Etat de Vaud. Les caisses de pension, c'est facile, c'est l'argent des autres. Mais M. Broulis sait-il qu'il a droit à un traitement défavorable? | *Danielle Axelroud Buchmann - 12.03.2017*

Chaises énergétiques

Albert Rösti préside l'UDC, et aussi l'[Association suisse pour l'aménagement des eaux](#) (ASAE), l'[Action pour une politique énergétique raisonnable](#) (AVES), un lobby pronucléaire, et [Swissoil](#), la faïtière des négociants en combustibles. L'UDC a lancé le référendum contre la Stratégie énergétique 2050 soutenue sans restriction par l'ASAE, mais combattue par l'AVES et par Swissoil. Malgré ce cumul de fauteuils, Albert Rösti risque de se retrouver le cul entre deux chaises. | *Jean-Daniel Delley - 12.03.2017*

Ciment éthique

LafargeHolcim entend participer à la construction du mur anti-clandestins que le président Trump veut ériger à la frontière entre les USA et le Mexique. Lafarge a pourtant longtemps été l'un des groupes français les plus épris de morale; c'était avant son rachat par le suisse Holcim en 2015, selon [Le Monde](#). Autant dire que les versements de Lafarge aux djihadistes de l'EI en 2013-14 afin de pouvoir continuer à travailler en Syrie étaient parfaitement éthiques. | *Yvette Jaggi - 13.03.2017*

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur domainepublic.ch pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

La politique agricole à toutes les sauces

<https://www.blw.admin.ch/blw/fr/home/politik/agrarpolitik/ap-14-17/ap-14-17---botschaft.html>

<https://www.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis455t.html>

<https://www.domainepublic.ch/articles/27804>

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/amtliches-bulletin/amtliches-bulletin-die-verhandlungen?SubjectId=39446>

<https://www.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis452t.html>

<https://www.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis455t.html>

<http://www.pronatura.ch/news-fr/items/le-conseil-federal-confirme-que-lagriculture-natteint-de-loin-pas-ses-objectifs-environnementaux>

http://www.pronatura.ch/tl_files/dokumente_fr/7_service_fr/_pro_natura_magazine/2016/Pro_Natura_Magazine_3_2016_Les_grandes_dependances_de_l_agriculture_conventionnelle.pdf

<http://www.tagesanzeiger.ch/schweiz/swissness-erinnert-an-trumps-america-first/story/16166099>

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/amtliches-bulletin/amtliches-bulletin-die-verhandlungen?SubjectId=39446#votum6>

http://www.pronatura.ch/tl_files/dokumente_fr/7_service_fr/_pro_natura_magazine/2016/Pro_Natura_Magazine_3_2016_Les_grandes_dependances_de_l_agriculture_conventionnelle.pdf

Rasa: proposer enfin un vrai contre-projet à l'initiative «contre l'immigration de masse»

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395/index.html#a121a>

http://www.bger.ch/fr/press-news-2c_716_2014-t.pdf

<https://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2016/8651.pdf>

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395/index.html#a174>

<https://www.domainepublic.ch/articles/26984>

<http://www.andreas-iten.ch/pfeffer/files/ec72a5f0f9234050dba427bf073f4397-73.html>

<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-65475.html>

http://vertliberaux.ch/actualites/communiques/mainContent/011114/collapsableContentSection/0/download_website/170225_Vernehmlassung_Gegenentwurf%20RASA_de.pdf

http://www.verts.ch/gruene/fr/positions/politique_internationales/politique_europeenne/communiques_meo/161221_contreprojetRASA_oton_glaettli.html

Inflation: le retour?

https://www.nytimes.com/2016/07/11/opinion/cheap-money-talks.html?_r=0

<http://larrysummers.com/2016/02/17/the-age-of-secular-stagnation/>

<https://www.kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/news/kof-bulletin/numeros/2017/03.html>

Le rôle des crises financières dans la montée des populismes

<http://voxeu.org/article/political-aftermath-financial-crises-going-extremes>

<http://www.revuepolitique.fr/printemps-partis-nouveaux-a-faveur-de-crise-de-zone-euros/>

<http://www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0375-euroscpticismes-et-europhobie-l-europe-a-l-epr-euve-des-populismes>

<https://www.letemps.ch/opinions/2016/02/16/modele-suisse-bord-chaos>

Espresso

<https://www.letemps.ch/economie/2017/02/17/bcv-franc-rentre-coute-largent>

<https://www.swv.ch/fr/>

<http://www.aves.ch/>

<http://www.swissoilschweiz.ch/fr/swissoil/werwirsind.aspx>

http://www.lemonde.fr/economie/article/2017/03/10/lafargeholcim-pret-a-construire-le-mur-anti-clandestins-de-trump_5092305_3234.html